

ZCZCNY  
21877Q COMEU B  
WASHINGTON/7  
NEW YORK/4

BRUXELLES, 2.12.75

TLX. 102977

NOTE BIO (75) 356 - SUITE 1 AUX BUREAUX NATIONAUX  
CC AUX MEMBRES DU GROUPE ET A MM. LES DIR. GEN. DG I ET X  
=====

CONSEIL EUROPEEN  
+++++

D.I.S. : LA SEANCE DE CE MATIN A ETE CONSACREE A 3 POINTS :  
-----

- 1) ELECTION DIRECTE DU PARLEMENT EUROPEEN
- 2) PASSEPORT EUROPEEN
- 3) PREPARATION DU DIALOGUE NORD/SUD

EN CE QUI CONCERNE LES ELECTIONS DIRECTES DU PARLEMENT EUROPEEN,  
LE CONSEIL EST CONVENU QU'ELLES AURONT LIEU AU COURS DE LA  
PERIODE MAI/JUIN 1978. LES PAYS QUI NE POURRONT PAS PROCEDER A L  
ELECTION DIRECTE, DESIGNERONT LEURS PARLEMENTAIRES EUROPEENS PARMI  
LES PARLEMENTAIRES NATIONAUX.

LE CONSEIL A PRIS ACTE DE LA NECESSITE DU GOUVERNEMENT BRITANNIQUE  
DE PROCEDER A DES CONSULTATIONS SUR LE PLAN INTERNE AINSI QUE DES  
CONDITIONS PARTICULIERES POSEES PAR LE GOUVERNEMENT DANOIS. LE  
CONSEIL DES MINISTRES A ETE CHARGE DE METTRE AU POINT LE PROJET  
DE CONVENTION.

LE CONSEIL A ENSUITE DECIDE L'ETABLISSEMENT A PARTIR DE 1978,  
D'UN PASSEPORT UNIQUE ET A DEMANDE AU CONSEIL DE MINISTRES D  
ACCELERER LES TRAVAUX EN MATIERE D'HARMONISATION DES LEGISLATIONS  
A CE SUJET.

UNE SEANCE RESTREINTE (CHEFS DE GOUVERNEMENTS ET PRESIDENT DE LA  
COMMISSION) EST EN COURS (14H30) POUR TRAITER LES PROBLEMES DE  
LA CONFERENCE SUR LA COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE. ON  
PREVOIT A CE STADE, QUE LES TRAVAUX DU CONSEIL PUISSENT SE  
TERMINER VERS 18H.

FIN D.I.S.  
-----

NOTE BIO DICTEE DE ROME A 15H15 PAR M. OLIVI

AMITIES  
P. CERF

21877Q COMEU B  
NNNNMV

JOK  
MR  
AL  
AGJ

V

ZCZCNY  
21877Q COMEU B  
WASHINGTON/9  
NEW YORK/6

BRUXELLES, 2.12.75

TLX. 103083

NOTE BIO (75) 356 - SUITE 2 AUX BUREAUX NATIONAUX  
CC AUX MEMBRES DU GROUPE ET A MM. LES DIR. GEN. DG I ET X

=====

CONSEIL EUROPEEN  
+++++

LES PROBLEMES BUDGETAIRES AU CONSEIL EUROPEEN

-----

DANS LES MILIEUX PROCHES DE LA COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEEN-  
NES, ON CONSIDERE QUE LA DISCUSSION DU CONSEIL EUROPEEN, QUI S'EST  
DEROULEE DANS UNE ATMOSPHERE DETENDUE A CONDUIT A UN CONSENSUS  
SUR LES QUESTIONS BUDGETAIRES DE LA COMMUNAUTE.

- 1) LE CONTROLE FINANCIER DES DEPENSES DE LA COMMUNAUTE SERA AMELIORE  
SUR LA BASE DES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION ET DES SUGGESTIONS  
DES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET BRITANNIQUE. CETTE AMELIORATION  
DOIT CONDUIRE A UNE GESTION PLUS RIGOREUSE DES RESSOURCES  
COMMUNAUTAIRES.
- 2) LA COMMISSION NE PEUT QUE SE REJOUIR DE CE QUE LES CHEFS DE  
GOUVERNEMENT AIENT DECIDE D'ACCELERER LA MISE EN PLACE DE LA  
COUR DES COMPTES EUROPEENNE, PROPOSEE PAR ELLE IL Y A DEUX ANS.
- 3) LA COMMISSION, SEULE COMPETENTE POUR CE QUI EST DE SA PROPRE  
ORGANISATION, A FAIT SAVOIR QU'ELLE ALLAIT POURSUIVRE ACTIVE-  
MENT SA REFLEXION SUR LE RENFORCEMENT DU ROLE DU  
COMMISSAIRE RESPONSABLE DES QUESTIONS BUDGETAIRES.
- 4) LA COMMISSION SE REJOUIT DE CE QUE LE CONSEIL EUROPEEN AIT  
SUIVI SA PROPOSITION DE DONNER LEUR VERITABLE DIMENSION -  
C'EST A DIRE POLITIQUE - AUX PROBLEMES BUDGETAIRES. C'EST BIEN  
L'OBJET DU CONSEIL ELARGI QUI DOIT, DES L'ANNEE PROCHAINE,  
AVOIR UN DEBAT SUR LES GRANDES ORIENTATIONS BUDGETAIRES.

TEXTE DICTE DE ROME A 18H15, PAR M OLIVI

CE TEXTE SERA COMMUNIQUE A LA K43'3, AU COURS DU RENDEZ-VOUS DE  
MIDI DU 3 DECEMBRE. PRESSE

AMITIES  
PAUL CERF

21877Q COMEU B  
NNNM

1	AC/100
2	
TR.	52
GN.	
IND.	
S.A.	
R.D	
AGR.	11dL
MON.	AL
P&I	9
ADM.	

MV

ZCZCNY  
21877C COMEU B  
WASHINGTON/1  
NEW YORK/1

00.03  
21877A COMEU B  
21877A COMEU B

61184 CECA  
VELEX NO 725  
ROME LE 2 DECEMBRE 1975  
=====

TRES URGENT

NOTE AU SERVICE TELEX : PRIERE DE TRANSMETTRE IMMEDIATEMENT  
DES RECEPTION COPIE DE CETTE NOTE A TOUS LES MEMBRES DE LA COM-  
MISSION AU SECRETARIAT GENERAL, A MONSIEUR PAUL CERF SERVICE  
DU PORTE PAROLE, A TOUS LES BUREAUX NATIONAUX AVEC PRIORITE AUX  
BUREAUX D INFORMATION DANS LES CAPITALES DE LA COMMUNAUTE,  
AINSI QU A TOUTES LES DELEGATIONS DE LA COMMISSION

JE REPETE : URGENCE MAXIMUM SOFORT AUF DEN TISCH  
=====

NOTE BIO (356 SUITE 2 ET FIN) AUX BUREAUX NATIONAUX

LE TEXTE QUI SUIT EST UNE TRADUCTION FRANCAISE NON OFFICIELLE  
-----  
DE LA DECLARATION DU PRESIDENT DU CONSEIL EUROPEEN A L ISSUE DE  
LA SESSION QUI A LIEU A ROME LES 1ER ET 2 DECEMBRE 1975

DOCUMENT DE SEANCE NO 1  
=====

# SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE =====

LE CONSEIL EUROPEEN A PROCEDE A UN ECHANGE DE VUES SUR L EVOLUTION  
DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DE LA COMMUNAUTE. IL A REAF-  
FIRME LA NECESSITE DE MAINTENIR UNE COORDINATION ETROITE ENTRE LES  
POLITIQUES ECONOMIQUES DES ETATS MEMBRES, AFIN DE CONSOLIDER LA RE-  
PRISE ECONOMIQUE QUI COMMENCE A SE DESSINER ET D AMELIORER LE NIVEAU  
ACTUEL DE L EMPLOI.

LE CONSEIL EUROPEEN CONFIRME LES ORIENTATIONS QUI SE SONT DEGAGEES  
LORS DE LA REUNION DE JUILLET A BRUXELLES ET QUI ONT ETE REPRISES  
DANS LA DECLARATION DU SOMMET DE RAMBOUILLET EN CE QUI CONCERNE  
L IMPORTANCE D UNE COOPERATION INTERNATIONALE PLUS ETROITE ET D UN  
DIALOGUE CONSTRUCTIF ENTRE TOUS LES PAYS, EN VUE DE SURMONTER LES  
PROBLEMES QUE POSE LA CONJONCTURE ACTUELLE.

LE CONSEIL EUROPEEN A PRIS ACTE AVEC SATISFACTION DU DEROULEMENT DE  
LA CONFERENCE TRIPARTITE, QUI S EST TENUE A BRUXELLES LE 18 NOVEMBRE  
ET DE L ACCORD INTERVENU, AUX TERMES DUQUEL LA COMMISSION DES-  
COMMUNAUTES EUROPEENNES A ETE CHARGEE D APPROFONDIR, EN CONTACT  
AVEC LES PARTENAIRES SOCIAUX, LES PROBLEMES ESSENTIELS EXAMINES  
LORS DE CETTE CONFERENCE ET D ELABORER UN RAPPORT EN VUE D UNE  
REUNION ULTERIEURE DE CELLE CI.

## BUDGET ET FINANCEMENT DE LA COMMUNAUTE

=====

LE CONSEIL EUROPEEN A PROCEDE A UN EXAMEN APPROFONDI DES PROBLEMES RELATIFS AUX CONTROLES DES DEPENSES COMMUNAUTAIRES ET DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE DE LA COMMUNAUTE.

LE CONSEIL A CONVENU DE L OPPORTUNITE D UN CONTROLE FINANCIER PLUS EFFICACE DES DEPENSES COMMUNAUTAIRES ET S EST DECLARE FAVORABLE A UN EXAMEN A BREF DELAI DES SUGGESTIONS AVANCEES PAR LES CHEFS DES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE, ALLEMAND ET IRLANDAIS ET DES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION.

LE PRESIDENT DU CONSEIL ET LE PRESIDENT DE LA COMMISSION S ONT INVITES A PRENDRE CONTACT AVEC LE PRESIDENT DE L ASSEMBLEE AFIN D EXAMINER LE ROLE QUE PEUT JOUER CETTE INSTITUTION, PAR L INTERMEDIAIRE D UNE COMMISSION OU D UNE SOUS-COMMISSION, DANS LE CONTROLE DES DEPENSES COMMUNAUTAIRES.

LES CHEFS DE GOUVERNEMENT SONT CONVENUS DE S EMPLOYER A ABOUTIR A UNE CONCLUSION RAPIDE DES PROCEDURES DE RATIFICATION DU TRAITE INSTITUANT UNE COUR DES COMPTES EUROPEENNE SIGNE LE 22 JUILLET DERNIER A BRUXELLESZ, AFIN DE PERMETTRE A LA COUR D ENTRER EN FONCTION DANS LE COURANT DE 1976.

LE CONSEIL EUROPEEN A PRIS ACTE AVEC SATISFACTION DES INDICATIONS FOURNIES PAR LE PRESIDENT DE LA COMMISSION SUR LE RENFORCEMENT DES A PRESENT INTERVENUS DES ATTRIBUTIONS DU COMMISSAIRE RESPONSABLE DU BUDGET, SANS PREJUDE DE LA RESPONSABILITE COLLEGIALE DE LA COMMISSION ETABLIE PAR LES TRAITES.

LE CONSEIL EUROPEEN SE REFERE A L ACCORD INTERVENU A LA VILLA MARLIA ET MIS EN FORME LORS DE LA SESSION DU CONSEIL DES 5 ET 6 NOVEMBRE A BRUXELLES EN VUE DE LA CONVOCATION ANNUELLE D UNE REUNION CONJOINTE DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES MINISTRES DES FINANCES QUI PROCEDERA A UNE APPRECIATION GLOBALE DES PROBLEMES BUDGETAIRES DE LA COMMUNAUTE. IL ESTIME QUE LE DEBAT DANS CETTE ENCEINTE DEVRAIT PORTER SUR LA POLITIQUE GENERALE DE LA COMMUNAUTE, ASSURER UNE PLUS GRANDE COHESION ENTRE LES DECISIONS SUR LES POLITIQUES A MENER ET LES DECISIONS BUDGETAIRES ET PERMETTRE PROGRESSIVEMENT UNE PREVISION PLURIANNUELLE DES DEPENSES CONDUISANT A UNE MEILLEURE REPARTITION DES RESSOURCES COMMUNAUTAIRES. POUR L ANNEE PROCHAINE, CE DEBAT DEVRAI AVOIR LIEU DANS LE COURANT DU MOIS D AVRIL, SUR LA BASE D UNE COMMUNICATION DE LA COMMISSION.

LE CONSEIL A PRIS ACTE DE L INTENTION DE LA COMMISSION DE PRESENTER DES PROPOSITIONS AU CONSEIL EN CE QUI CONCERNE L APPLICATION DE L UNITE DE COMPTE EUROPEENNE AU BUDGET DE LA COMMUNAUTE.

FIN



ELECTION DE L ASSEMBLEE  
=====

LE CONSEIL EUROPEEN EST CONVENU QUE L ELECTION DE L ASSEMBLEE AURA LIEU A UNE DATE UNIQUE, AU COURS DE LA PERIODE MAI-JUIN 1978.

L ETAT QUI NE POURRAIT PROCEDER A L ELECTION DIRECTE A CETTE DATE POURRA DESIGNER SES REPRESENTANTS PARMI LES MEMBRES ELUS DE SA PROPRE ASSEMBLEE NATIONALE.

LE CONSEIL A PRIS ACTE DE LA DECLARATION DE MONSIEUR WILSON, PREMIER MINISTRE BRITANNIQUE, SUIVANT LAQUELLE LE GOUVERNEMENT DE SON PAYS A BESOIN D UN DELAI SUPPLEMENTAIRE POUR PROCEDER A DES CONSULTATIONS SUR LE PLAN INTERIEUR, AVANT DE PRENDRE DEFINITIVEMENT POSITION QUANT A LA DATE FIXEE, AINSI QUE DES CONDITIONS POSEES PAR LE PREMIER MINISTRE, M. JORGENSEN, EN CE QUI CONCERNE LES ELECTIONS DIRECTES DE L ASSEMBLEE AU DANEMARK.

LE CONSEIL EUROPEEN A CHARGE LE CONSEIL DE POURSUIVRE L EXAMEN DES PROBLEMES OUVERTS ET DE PRESENTER UN RAPPORT PERMETTANT LA REDACTION DEFINITIVE DE LA CONVENTION SUR L ELECTION DE L ASSEMBLEE LORS DU PROCHAIN CONSEIL EUROPEEN.

DOCUMENT DE SEANCE NO 5  
=====

UNION DES PASSEPORTS  
=====

LE CONSEIL EUROPEEN EST CONVENU DE L INSTAURATION D UN PASSEPORT D UN MODELE UNIFORME QUI PEUT ETRE DELIVRE A PARTIR DE 1978.

A CETTE FIN, LE CONSEIL EUROPEEN INVITE LE CONSEIL ( MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES ) A RESOUDRE LES QUESTIONS ENCORE EN SUSPENS.

LE CONSEIL EUROPEEN INVITE EN OUTRE LE CONSEIL ( MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES ) A POURSUIVRE LES TRAVAUX RELATIFS A LA SUPPRESSION DES CONTROLES AUX FRONTIERES ET A L HARMONISATION DES CONDITIONS D ADMISSION ET DE SEJOUR DANS LES ETATS.

=====

N.B. : LA TRADUCTION DE LA PARTIE QUI SUIT A ETE FAITE PAR LE PORTE PAROLE

DIVERS  
=====

A) LE CONSEIL EUROPEEN A APPROUVE UNE PROPOSITION DU PREMIER MINISTRE DU ROYAUME UNI D APRES LAQUELLE LES MINISTRES DE L INTERIEUR DE LA COMMUNAUTE (OU LES MINISTRES AYANT RESPONSABILITE ANALOGUE) SE REUNISSENT POUR DISCUTER DES SUJETS RELEVANT DE LEUR RESPONSABILITES, NOTAMMENT DANS LE DOMAINE DE L ORDRE PUBLIC.

B) LE CONSEIL EST CONVENU QUE SA PROCHAINE SEANCE AURA LIEU A LUXEMBOURG LES 8 ET 9 MARS 1976.

COMMENTAIRES FAITS A LA PRESSE PAR LE PRESIDENT ORTOLI SUR LES RESULTATS DU CONSEIL EUROPEEN  
=====

LE PRESIDENT ORTOLI A DECLARE - AU COURS DE LA CONFERENCE DE PRESSE CONJOINTE AVEC LE PRESIDENT MORO - AVOIR ETE FRAPPE DU COTE EFFICACE ET INFORMEL DES TRAVAUX DU CONSEIL. CE CONSEIL A FAIT AVANCER LA COMMUNAUTE EN PERMETTANT DE DONNER DES SOLUTIONS A PLUSIEURS PROBLEMES QUI DIVISAIENT LES ETATS MEMBRES. EN SE REFERANT AUX DECISIONS EN MATIERE DU BUDGET, LE PRESIDENT ORTOLI A DECLARE QU'ELLES REPONDAIENT AUX SOUCIS EXPRIMES PAR LA COMMISSION DANS LA MESURE OU LA COMMUNAUTE DOIT AVOIR UN BUDGET TOUJOURS PLUS IMPORTANT ET MIEUX CONTROLE. EN PARTICULIER LA COMMISSION DOIT PARTAGER SA THESE D APRES LAQUELLE LES DEBATS BUDGETAIRES DOIVENT ETRE UN ACTE POLITIQUE DUQUEL DOIVENT S EN SUIVRE LES MOYENS A METTRE EN OEUVRE POUR REALISER LES POLITIQUES AINSI ARRETEES. LE PRESIDENT ORTOLI A EGLEMENT INDIQUE AVOIR INFORME LE CONSEIL EUROPEEN DES DISPOSITIONS DEJA PRISES PAR LA COMMISSION POUR RENFORCER LE POUVOIR DU COMMISSAIRE RESPONSABLE DES QUESTIONS BUDGETAIRES. EN CE QUI CONCERNE LES DELIBERATIONS DU CONSEIL EN MATIERE DU DIALOGUE NORD-SUD, MONSIEUR ORTOLI A INDIQUE QUE LA COMMISSION SE FELICITE DU COMPROMIS QUI A ETE DEGAGE QUI EST CONFORME AU TRAITE ET AUQUEL LA COMMISSION A "PRETE LA MAIN". DE PLUS, CE DEBAT A ABOUTI A LA REOUVERTURE DU DOSSIER DE LA POLITIQUE ENERGETIQUE COMMUNE, LE CONSEIL AYANT DECIDE DE PRENDRE LES MESURES NECESSAIRES SUR LA QUESTION DE LA PROTECTION A ASSURER POUR LE DEVELOPPEMENT DE RESSOURCES ALTERNATIVES D ENERGIE.

EN CE QUI CONCERNE L ESPAGNE, EN REPONDANT A DES QUESTIONS POSEES PAR DES JOURNALISTES, LE PRESIDENT MORO A PRECISE QUE LE CONSEIL EUROPEEN "N AVAIT PAS EU LE TEMPS DE TRAITER LES PROBLEMES S Y AFFERANT". AUCUNE INDICATION N A ETE DONNEE AU SUJET DES POINTS CONCERNANT LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE ET L AIDE AUX PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT QUI FIGURERAIENT PARMI CEUX SUSCEPTIBLES D ETRE TRAITES PAR LE CONSEIL EUROPEEN.

LA COMMUNAUTE CONTINUE ...

AMITIES

B. OLIVI

A L ATTENTION DE MONSIEUR PAUL CERF

TRES URGENT

LORS DU RENDEZ VOUS DE MIDI, VOUS ETES AUTORISE A DONNER LE  
TEXTE QUI PRECEDE AUX JOURNALISTES INTERESSES.

FIN

AG

AVEZ VOUS BIEN RECU +

21877A COMEU B

61184 CECA

01.30

21877A COMEU B

21877A COMEU B

61184 CECA

TELEX N° 725 BIS

ROME LE 2 DECEMBRE 1975

SERVICE TELEX - TRES URGENT

CONCERNANT LE TELX N° 725 PRIERE DE REMPLACER LA DERNIERE  
PHRASE DU POINT "COMMENTAIRES FAITS A LA PRESSE PAR LE  
PRESIDENT ORTOLI" AVEC L TTEXTE SUIVANT :

"DE PLUS, CE DEBAT A ABOUTI A LA REOUVERTURE DU DOSSIER  
DE LA POLITIQUE ENERGETIQUE COMMUNE. LE CONSEIL A EN EFFET  
DECIDE L ADOPTION SUR LA BASE DES PROPOSITIONS A FAIRE PAR  
LA COMMISSION, DE MECANISMES APPROPRIES POUR ASSURER LE DE-  
VELOPPEMENT DE SOURCES ENERGETIQUES ALTERNATIVES DE LA COM-  
MUNAUTES". MERCI

FIN

UKKAAAAAAAAA

21877H COMEU B

1	AC VOK
2	
TR.	JPL
GN.	
IND.	
S.A.	
R.D	
AGR.	JPL
MON.	AL
P&I	9
ADM.	



ZCZCNY

WASHINGTON / 1  
NEW YORK / 1  
218776 COMEU B

BRUXELLES, LE 2.12.1975

TELEX NO. 102741

TRES URGENT

BIO NO (75) 357 AUX BUREAUX NATIONAUX  
C.C. AUX MEMBRES DU GPP ET MM. LES DIRECTEURS GENERAUX DES  
DG I ET DG X

OBJET : CONSEIL EUROPEEN, 1-2/12/1975 A ROME

ETANT DONNE LES DIRECTIVES RECUES, CETTE NOTE DOIT ETRE UTILISEE  
COMME DIS :

LE CONSEIL EUROPEEN A TRAITE CETTE APRES-MIDI, ENTRE 16 ET 20.30H,  
LES SUJETS : LA CONFERENCE DE RAMBOUILLET, LA SITUATION ECONOMIQUE  
ET SOCIALE DANS LA COMMUNAUTE ET LES AFFAIRES BUDGETAIRES. INTERVE-  
NANT AU DEBAT SUR L EXPOSE FAIT PAR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE  
FRANCAISE, LE PRESIDENT ORTOLI S EST ASSOCIE AU CONSTAT GENERAL DE  
L UTILITE D UNE TELLE REUNION. IL A CEPENDANT SOULIGNE QUE LE RE-  
NOUVELLEMENT D UNE TELLE PROCEDURE CONSTITUERAIT L AMORCE D UNE  
NOUVELLE INSTITUTION. L EXPERIENCE DU CONSEIL EUROPEEN PROUVE QUE  
MEME S ILS SONT INFORMELS, DE TELS MECANISMES NE SONT PAS MOINS  
PUISSANTS.

LE PRESIDENT A RAPPELE ENFIN QUE LES REGLES COMMUNAUTAIRES DOIVENT  
ETRE RESPECTEES. CETTE INTERVENTION N A DONNE LIEU A AUCUNE CONTRO-  
VERSE MAIS AUCUNE DECISION N A ETE PRISE A CE SUJET.

LE DEBAT SUR LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE A PORTE NOTAMMENT  
SUR L OPPORTUNITE DE POLITIQUES SECTORIELLES (EX. CONSTRUCTION NA-  
VALE). LA COMMISSION POUR SA PART S EST DECLAREE PRETE A ETUDIER  
LES PROPOSITIONS EVENTUELLES POUR UNE INTERVENTION COMMUNAUTAIRE,  
COMPTE TENU DES LIMITES DES MOYENS DISPONIBLES.

MONSIEUR HAFERKAMP A ENSUITE SOULIGNE L IMPORTANCE DES RESULTATS  
DE LA DERNIERE CONFERENCE TRIPARTITE, QUI SERONT ETUDIES PAR LA  
COMMISSION POUR DES PROPOSITIONS QUI PUISSENT CONDUIRE LES PARTE-  
NAIRES SOCIAUX A UNE COOPERATION APPROFONDIE POUR FAIRE FACE AUX  
DIFFICULTES STRUCTURELLES DE LA CRISE. BON CLIMAT AU COURS DE LA  
DISCUSSION BUDGETAIRE : IL N Y A PAS EU D AFFRONTENENTS COMPTE TE-  
NU DES CONTRIBUTIONS APPORTEES PAR LA COMMISSION PAR SON DOCUMENT  
ET EN SEANCE PAR SON PRESIDENT. POUR CE QUI CONCERNE LES SUITES,  
IL EST CONVENU QUE LE DEBAT SE POURSUIVE AU SEIN DES  
INSTITUTIONS. BIE N QUE L IDEE SOIT EN TRAIN DE FAIRE SON CHEMIN,  
AUCUNE DECISION N A ETE PRISE AU SUJET DU COMMISSAIRE AU BUDGET.  
AUCUN ENGAGEMENT N A ETE PRIS PAR LE PRESIDENT A CE SUJET, S AGIS-  
SANT D UNE PROCEDURE INTERNE DE LA COMMISSION QUI RELEVE DE SA SEU-  
LE RESPONSABILITE. L IDEE D UN DEBAT PRELIMINAIRE SUR LA POLITIQUE  
BUDGETAIRE DE LA COMMUNAUTE, A TENIR AU DEBUT DE L ANNEE, PEUT ETRE  
AU NIVEAU DU CONSEIL EUROPEEN, A ETE ACCEUILLIE FAVORABLEMENT. AU-  
CUNE DECISION SUR UN PLAFOND EVENTUEL A ETE RETENUE.

LE CONSEIL EUROPEEN A ENSUITE ABORDE LE PROBLEME DE L ELECTION DI-  
RECTE DU PARLEMENT EUROPEEN, MAIS COMPTE TENU DE L HEURE TARDIVE,  
LE DEBAT REPRENDRA DEMAIN VERS 10H. FIN DIS.

AMITIES  
B. OLIVI

1	AC/MOK
2	
TR.	JPL
GN.	
IND.	M6
S.A.	
R.D	LM
AGR.	HOLL
MON.	AL
P&I	9
ADM.	HJW